

L'hébergement des migrants sous tension

JÉRÔME CORDELIER

Casse-tête. Le dispositif d'accueil des demandeurs d'asile est saturé. Comment faire face ?

Chaque mercredi en fin d'après-midi, Odile et Jean Lacour, accompagnés de Marie-Bernadette Caro, reçoivent rue Sala, dans les locaux de la communauté jésuite - à deux pas de la place Bellecour, sur la Presqu'île -, les demandeurs d'asile qui se présentent. Ils pilotent l'antenne locale de **Jesuit Refugee Service (JRS)**, organisation mondiale pour le soutien des migrants présente dans 40 villes en France - bientôt 11 de plus - et qui a mis au point le réseau Welcome, grâce auquel des familles françaises accueillent pour un temps limité - neuf mois, à raison d'un mois dans chaque famille - des demandeurs d'asile isolés. En ce début d'année à Lyon, ils sont une dizaine à tourner dans 70 familles, pour l'essentiel de jeunes Africains.

L'année dernière, ils étaient bangladais, afghans... Le programme ici en est à sa sixième année et, au total, il a déjà enregistré 5 859 nuitées. Adressés par le Secours catholique, ces jeunes sont dans l'attente d'un éventuel asile en France. « Quelle que soit l'issue de leurs démarches, constatent les époux Lacour, ils ne veulent pas entendre parler de retour. Ils ne peuvent pas rentrer au pays les mains vides, sans argent. Même déboutés du droit d'asile, ils décident de rester en France. Ceux qui attendent n'ont pas le droit de travailler : ils sont blessés dans leur dignité, ils sont démotivés, ils s'ennuient, ils ont des problèmes de santé. C'est une catastrophe. »

Chaque matin, ils sont des dizaines à patienter rue Garibaldi pour décrocher le fameux sésame devant la plateforme d'accueil gérée par l'association **Forum Réfugiés**. « Depuis 2016, les demandes ont augmenté de 116 % dans les plateformes d'accueil de Lyon, Saint-Etienne et Bourg-en-Bresse (réunies en groupement solidaire), souligne l'un des responsables, Laurent Delbos. Et les moyens alloués par l'Etat seulement de 15 %. Nous avons donc une situation compliquée à gérer, parce que l'on accueille plus de publics et que l'on manque de moyens. Les volumes d'arrivées et les temps d'attente sont moins importants qu'à Paris ou en Seine-Saint-Denis. Il existe un réseau pour l'intégration plus ancien qui facilite l'accès au logement et à l'emploi. Mais, comme dans les autres grandes métropoles, les tensions liées aux hébergements subsistent. Fin 2017, dans le Rhône, près de 2 500 demandeurs d'asile n'étaient pas orientés vers l'hébergement auquel ils ont droit au regard de leur statut. Le chiffre ne cesse d'augmenter, c'est une vraie problématique. »

Comment faire face ? « La pression est extrêmement forte, observe **Stéphane Bouillon**, le nouveau préfet du département et de la région, arrivé en octobre. Nous ne cessons d'ouvrir des places supplémentaires pour accueillir ces personnes, mais leur afflux est supérieur. » Les chiffres parlent d'eux-mêmes : « En cinq ans, précise le représentant de l'Etat, sur le Grand Lyon, les places d'accueil pour les demandeurs d'asile ont augmenté de 64 % et celles d'hébergement d'urgence de 77 %. Nous avons ouvert près de 16 000 places en CHRS, en

hôtels et en foyers - il y en avait moins de 10 000 en 2012. » Lyon et sa région sont devenus le troisième pôle d'attraction des réfugiés en France, derrière Paris et la Seine-Saint-Denis. « C'est un carrefour ferroviaire et routier pour ceux qui viennent d'Allemagne, de Suisse et d'Italie, explique le préfet Bouillon. Il y a une puissance économique forte et un tissu associatif dynamique qui soutient beaucoup les étrangers sans papiers, auquel s'ajoute l'action des pouvoirs publics, qui traitent bien ces personnes et font beaucoup pour leur accueil. »

En 2017, 12 400 demandeurs d'asile ont été acceptés dans la région Auvergne-Rhône-Alpes, dont 6 950 au guichet unique de Lyon (qui regroupe les départements du Rhône, de l'Ain, de la Loire et de l'Ardèche). « Ce chiffre a augmenté de 26 % par rapport à 2016, qui lui-même avait déjà progressé de 41 % par rapport à 2015, et depuis le début de cette année il a déjà crû de 16 %, souligne le préfet.

Toutes nos places sont occupées à 100 %; pour l'instant, nous avons du mal à maîtriser les flux. Chaque fois que nous ouvrons des places supplémentaires, de nouveaux réfugiés arrivent. »

Ce sont en majorité des Albanais (qui représentaient 35 % des demandeurs d'asile en 2017 dans le Grand Lyon), puis des Congolais, des Kosovars et des Nigérians. « Très peu de Syriens, d'Afghans et d'Irakiens sont venus par ici », souligne Stéphane Bouillon. **Et le représentant de l'Etat de préciser : « Nous ne sommes pas dans une invasion agressive. »**

Bidonvilles. Mais, chez les Lyonnais, l'émotion est vive. Malgré la fermeté du ministre et ancien maire Gérard Collomb (lire entretien p. X) et de son successeur à la tête de la métropole, David Kimelfeld, qui a fait adopter un plan de 1,8 million d'euros pour sécuriser les bâtiments appartenant à la collectivité et empêcher qu'ils soient squattés comme le fut **L'Amphi Z** à Villeurbanne, le sujet déchaîne les passions.

« Nous montrons à nouveau le visage d'une ville avec des bidonvilles, ce qui avait disparu depuis les années 1990, déplore Stéphane Guillard, chef de l'opposition LR à la ville et grand soutien de Laurent Wauquiez. En tant qu'homme, je ne peux pas accepter que des gens vivent comme cela dans ma ville. » Mais le politique d'avouer, avec sincérité : « On ne sait plus traiter la question, je n'ai pas de solution. »

Le maire de Lyon, Georges Képénékian, dont les parents et les grands-parents ont été réfugiés, multiplie aux côtés du préfet les réunions avec les associations. « C'est une question pérenne, qu'il ne faut pas traiter en surface ou par intermittence, dit-il. Les déclarations tonitruantes ne font pas avancer les choses. On a besoin de fluidité et de continuité dans l'action. **Il ne suffit pas de donner un toit. Nous avons des gens qui sont à Forum Réfugiés depuis huit ans. Nous devons travailler sur le volet social, la scolarisation des enfants, l'apprentissage... »**

La question prégnante est, comme dans nombre de territoires, celle des **mineurs non accompagnés**. « Nous devons faire face à une explosion du nombre d'arrivées (1241) depuis un an », constate David Kimelfeld, chargé du dossier (c'est la loi). Aujourd'hui, ces jeunes viennent essentiellement de Guinée, du Mali, du Sénégal, quelques-uns de l'Algérie et du Maroc. Et demain ? « Sur les deux premiers mois de l'année, nous avons eu 200 jeunes supplémentaires nécessitant une prise en charge, précise David Kimelfeld. Le phénomène n'est pas près de s'arrêter. » Et dépasse de très loin le périmètre du Grand Lyon, du département du Rhône, de la région Auvergne-Rhône-Alpes, de la France, de l'Europe...

Gérard Collomb* : « C'est à partir de ce que j'ai vécu à Lyon que je prends des mesures aujourd'hui »

Comment réagissez-vous à la situation des migrants à Lyon ?

Cette situation, je la vis depuis quarante ans. Et c'est à partir de ce que j'ai vécu sur le terrain que je prends aujourd'hui ces mesures pour traiter cet enjeu à l'échelle du pays. Certains découvrent l'immigration et l'asile. Moi, je le vis depuis longtemps comme maire de Lyon, je peux vous raconter tout en détail, l'évolution de ces phénomènes d'immigration, quartier par quartier. Pendant la campagne présidentielle, je parlais beaucoup de la pression migratoire albanaise, à tel point que dans l'équipe certains se moquaient de moi gentiment, parce que je connaissais cette réalité à Lyon. En 2017, l'Albanie était le premier pays d'origine des demandeurs d'asile (depuis début 2018, c'est l'Afghanistan), alors même qu'il s'agit d'un pays sûr. Il y avait donc quelque réalité.

Vous qui avez été formé à l'humanisme lyonnais, comment ressentez-vous les critiques face à votre politique de fermeté ?

Si j'étais un débutant, je serais atteint, évidemment. Mais, comme j'ai quelques années de vie politique derrière moi, j'ai appris à résister aux coups [sourire]. Cela dit, j'ai trouvé ces attaques injustes. Il fallait bien que l'on éclaircisse la situation dans les centres d'hébergement, savoir quelles personnes y étaient accueillies - la France investit dans ce dispositif 1,2 milliard d'euros tout de même. J'ai découvert des chiffres ahurissants en région parisienne, où nous avons 100 000 places d'hébergement, dont 40 000 à l'hôtel chaque nuit, ou encore des familles logées à l'hôtel pendant plus de dix ou quinze ans, rendez-vous compte ! « L'angélisme n'est pas un humanisme. » Savez-vous qui m'a écrit cela dans une lettre ? Le père Bernard Devert, fondateur d'Habitat et humanisme. Son message m'a réconforté.

Quelle est la philosophie du projet de loi sur le droit d'asile que vous défendez devant le Parlement ces jours-ci ?

Ce texte est une brique d'une politique d'ensemble qui se co-construit avec les pays d'origine de ces populations. Pour eux, le trafic de migrants est aussi destructeur, parce qu'il génère des trafics d'armes et de drogue. Ici, au-delà du projet de loi, nous voulons accélérer le traitement des dossiers devant un guichet unique en préfecture, en réduisant les délais à trois jours en fin d'année. Nous créons des centres d'accueil et d'évaluation des situations, dans lesquels les individus sont logés, mais commencent aussi les procédures en vue de faire la lumière sur leur situation administrative.